

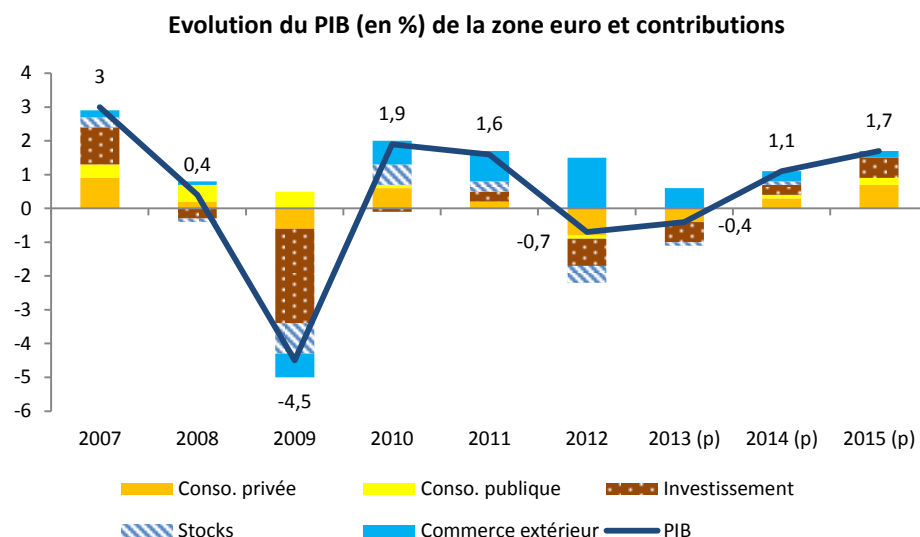
Les prévisions d'automne 2013 de la Commission européenne

Mardi 5 novembre 2013

La Commission européenne a publié ce matin de nouvelles prévisions de croissance pour la période 2013- 2015. A quelques jours de l'analyse des budgets des Etats membres, ce flash résume les principales prévisions communautaires.

1. Vue d'ensemble sur les prévisions¹

Dans son rapport, la Commission revient sur la sortie de récession de la zone euro et de l'Union européenne (UE) au second trimestre 2013. Après six trimestres de contraction, ce rebond représente une première éclaircie qui doit être replacée dans son contexte : en effet, la lente reprise au second semestre 2013 aboutirait à une croissance en moyenne annuelle négative en zone euro (- 0,4 %) et nulle dans l'UE. **La contribution de la demande finale demeurerait négative en zone euro**, partiellement compensée par une contribution positive du commerce extérieur. Au sein de l'UE, un début de rééquilibrage entre les pays excédentaires et déficitaires est observé sur le plan du commerce extérieur, les premiers voyant leur demande intérieure se renforcer et les seconds améliorant leurs performances à l'export.



Source : Commission européenne.

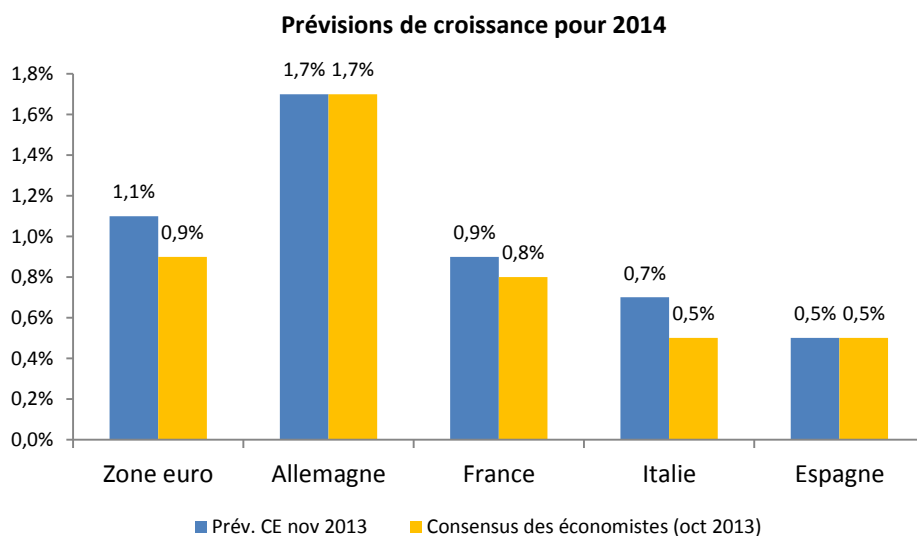
Pour 2014, la Commission prévoit une croissance de 1,1 % en zone euro et de 1,4 % dans l'UE. La confiance des consommateurs et des entreprises progresserait, et l'allègement de l'ajustement budgétaire, allié à une inflation peu élevée, jouerait positivement sur l'activité. **L'investissement rebondirait**, notamment en matière d'équipement. Il contribuerait pour + 0,3 %, soit un tiers, à la progression de l'activité. Les deux autres tiers proviendraient de la consommation (+ 0,4 %) et du commerce extérieur (+ 0,3 %), les stocks jouant de façon marginale (+ 0,1 %). Le rapport rappelle les **incertitudes** pesant sur la prévision, tant sur les entreprises (contrainte de désendettement) que sur les ménages (pression fiscale), ainsi que sur l'environnement international (aléas prononcés aux Etats-Unis, ralentissement dans les pays émergents). Dans le scénario de la Commission, le chômage se stabiliserait à un niveau élevé en 2014 (12,2 %), avant de refluer légèrement en 2015 (11,8 %). Dans les prochaines années, **le chômage sera donc plus élevé qu'au cours des années précédant la crise** (2004-2008), et ce dans des proportions élevées (+ 2,5 points dans l'UE, + 3,5 points dans la zone euro). Selon la Commission, **le taux de chômage structurel** aurait progressé pendant la crise, en lien avec la faiblesse des gains de productivité, l'impact du chômage de long terme sur l'employabilité et des difficultés croissantes d'appariement sur le marché du travail.

¹ « European economic forecast », Autumn 2013, Commission européenne.

2. Pays par pays : vers une divergence accentuée ?

L'analyse des prévisions par pays fait apparaître des contrastes importants au sein des Etats membres. Si l'on regarde plus attentivement le « noyau dur » de la zone euro (Allemagne, France, Italie, Espagne) :

- La croissance **allemande** serait particulièrement dynamique en 2014 (plus d'un demi-point supérieure à celle de la zone euro et près du double de la croissance française) grâce à une demande intérieure très dynamique (près de + 2,0 %, soit le niveau de 2010 lorsque le pays a obtenu une croissance de 4 %). Le faible niveau de chômage, tout comme le faible niveau des taux d'intérêt, favoriserait le pouvoir d'achat des ménages après une longue période de modération salariale. Le commerce extérieur apporterait une contribution légèrement négative en raison de la faiblesse de la demande extérieure ;
- En **France**, la reprise serait tirée par la consommation intérieure (+ 0,7 % sur une progression de + 0,9 %) du fait d'une baisse du taux d'épargne des ménages compensant la poursuite de la hausse du chômage (11,2 % en 2014). L'investissement des entreprises resterait peu dynamique, la priorité étant à la restauration de leurs marges. La consolidation budgétaire, qui se poursuit, produirait des effets limités en 2014 malgré une amélioration structurelle d'environ 0,75 point de PIB² ;
- L'économie **italienne** connaîtrait une croissance positive en 2014 (+ 0,7 %) après deux années de récession, en dépit d'un chômage très important (12,2 % en 2013, 12,4 % en 2014). L'amélioration des conditions de crédit et la liquidité des entreprises favoriseraient leur investissement ;
- En **Espagne**, le retour à la croissance (+ 0,5 %) reposerait sur le dynamisme du commerce extérieur (+ 1,3 %), alors que la demande intérieure contribuerait négativement à la croissance pour la septième année consécutive (- 0,8 %). L'impact massif du chômage (26,6 % en 2013) explique cet ajustement.



Sources : Commission européenne et consensus des économistes.

La Commission européenne prévoit un retour à la croissance en 2014. Si elle est naturellement positive, cette simple nouvelle doit être interprétée avec précaution compte tenu des aléas internes et externes, ainsi que du différentiel de croissance au sein de l'UE (la croissance hors Allemagne sera vraisemblablement inférieure à 1 %). C'est dans ce contexte qu'un débat autour d'une éventuelle baisse des taux de la BCE (réunion ce jeudi) s'est noué récemment, alors que l'inflation a été très faible au mois d'octobre. La marge de manœuvre est pourtant limitée (taux directeur à 0,5 %) et ne pourra donc être utilisée plusieurs fois.

² La Commission prévoit un déficit nominal de 3,8 % du PIB l'an prochain (contre 4,1 % en 2013), soit 0,2 point de plus que le Gouvernement. Le déficit serait proche en 2015 (3,7 % du PIB) sous l'hypothèse d'une absence de mesure (« no-policy-change »).